Étienne François, Kornelia Konczal, Robert Traba,
Stefan Troebst (dir.), *Geschichtspolitik seit 1989.
Deutschland, Frankreich und Polen im internationalen
Vergleich*

Göttingen : Wallstein (Moderne europäische Geschichte 3), 560 p., 42 €

Pierre Monnet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/7499>

DOI : 10.4000/ifha.7499

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Pierre Monnet, « Étienne François, Kornelia Konczal, Robert Traba, Stefan Troebst (dir.), *Geschichtspolitik seit 1989. Deutschland, Frankreich und Polen im internationalen Vergleich* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 13 décembre 2013, consulté le 22 septembre 2020.
URL : <http://journals.openedition.org/ifha/7499> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.7499>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

Étienne François, Kornelia Konczal,
Robert Traba, Stefan Troebst (dir.),
Geschichtspolitik seit 1989.
Deutschland, Frankreich und Polen im
internationalen Vergleich

Göttingen : Wallstein (Moderne europäische Geschichte 3), 560 p., 42 €

Pierre Monnet

Il est entendu que l'histoire n'est pas seulement restitution des faits passés, rassemblement des documents mobilisés pour cette entreprise, étude critique des concepts et des grilles d'interprétation pour la rendre intelligible, mais aussi et de plus en plus examen des politiques du souvenir et des projets de patrimonialisation, et gestion des conflits de mémoire. Bien des raisons peuvent expliquer conjointement ce tournant, que d'aucuns interprètent comme une véritable « crise » de l'histoire : un changement du régime d'historicité, l'empire du temps présent, la montée en puissance des processus de victimisation, la domination exercée par les sciences naturelles, économiques et technologiques au détriment des sciences humaines et sociales, les effets de la construction et de l'élargissement européens, singulièrement après les révolutions de 1989, la mondialisation, le métissage croissant des sociétés et des cultures, la « lieu de mémorisation » de l'histoire... peuvent être pêle-mêle convoqués pour éclairer cet état des lieux. Inflation des commémorations, musées et mémoriaux, manuels scolaires, grands récits, intervention des historiens en place publique et dans le prétoire, saisie de l'histoire par le législateur, évolutions des programmes et des systèmes d'enseignement etc. sont autant de signes et d'occasions de mesurer le changement du discours, du métier de l'historien.

Le présent volume permet d'y voir plus clair dans cette véritable politique de l'histoire dont on admet qu'elle fait désormais pleinement partie de l'histoire du politique. Pour ce faire, trois terrains d'enquête ont été retenus, l'Allemagne, la France et la Pologne,

non tant par respect scrupuleux des frontières du triangle de Weimar, que parce que chacun de ces pays offre de manière exemplaire (exemplaire pour la compréhension de phénomènes semblables dans d'autres pays d'Europe de l'Est et de l'Ouest) une constellation originale, un traitement significatif et révélateur des politiques contemporaines de l'histoire et de la mémoire, y compris dans les transferts et intrications que ces usages peuvent connaître entre ces trois pays. Ce ne sont ainsi pas moins de vingt historiens issus de ces trois pays, de ces trois cultures historiographiques, qui ont été convoqués pour répondre à un faisceau de quatre questions. Qui sont les acteurs de la politique de l'histoire aujourd'hui ? Comment les historiens se confrontent-ils à la concurrence des victimes ? Qui écrit les grands récits historiques du moment ? Quels sont les supports de la mise en scène publique de l'histoire ?

Le lecteur ne devra pas attendre une réponse exhaustive à ces questions, mais des cas d'école, des exemples précis, des interrogations critiques qui font désormais partie de l'arsenal déployé par la corporation pour comprendre non seulement à quoi ils servent mais à quoi, consciemment ou inconsciemment, ils sont employés. Le premier réflexe de l'introduction est salutaire et convient bien à une science historique qui est aussi une science du discours : quels mots pour dire en France et en Pologne ce que les Allemands qualifient sans grande difficulté de « *Geschichtspolitik* » ? Comme on pouvait s'y attendre, c'est en français que le tremblement sémantique est le plus perceptible, entre politique publique de l'histoire, politique publique de la mémoire, politique du passé, politique mémorielle, là où le polonais s'accorde sur une « politique historique » et l'anglais sur une « *politics of history* ». Il est intéressant au détour de constater que l'on retrouve des différences culturelles révélatrices entre la France et l'Allemagne quant à l'emploi des concepts : unicité et univocité de la notion du côté allemand versus hésitations du côté français, et cela non pas parce que le français serait moins précis, philosophique ou conceptuel que l'allemand mais parce que ce dernier a forgé un néologisme dont le noyau dur s'est forgé dans une confrontation systématique et obligée avec les usages que le régime nazi mais ensuite aussi le régime communiste de la RDA avaient pu faire de l'histoire d'une part, et avec le travail critique de mémoire entrepris par les historiens allemands après 1945 et après 1989 sur ces périodes de l'autre. Cette définition n'exclut nullement et même explique que la *Geschichtspolitik* continue de désigner les mises en scène publiques de l'histoire à des fins de légitimation, d'explication, de mobilisation, de politisation combinant à la fois identité, tradition et légitimité. En cela, la « politique de l'histoire » croise sur son chemin un autre concept dont on aurait aimé trouver l'évocation et le maniement dès l'introduction, celui de religion civile ou civique, dont l'historicité de longue durée aurait permis de mettre en parallèle les phénomènes observés dans le présent volume en Europe après 1989 avec des éléments plus anciens, et surtout d'en dégager le reliquat ou le substrat religieux.

Les éditeurs du volume ont par bonheur fait la place aux détracteurs de la notion, lesquels critiquent l'emploi et même l'existence d'une politique de l'histoire, au motif que les activités déployées sous cette appellation sont bien de la politique et non de l'histoire, relèvent d'une idéologie cachée, supposent inconsciemment l'existence d'une mémoire collective que d'aucuns récuse et sont conduites par les grands « P » qui ont intérêt à en détourner les fruits à leur profit : les professeurs, les politiciens, les publicistes, les pédagogues, les prêtres et les poètes.

Reste que, ainsi que le soulignent les concepteurs de l'ouvrage, cette politique de l'histoire est un fait, occupe une place dans le choix des acteurs sociaux, politiques et culturels d'aujourd'hui, structure le temps, l'espace et le discours du souvenir collectif, mobilise et influence la justice ou la législation d'une société et, à ce titre par conséquent, peut et doit devenir objet d'histoire critique. Telle est bien l'ambition des historiens convoqués dans le volume selon une approche délibérément comparative qui fait tout le prix de ce livre. Car en dehors de substrats communs du XX^e siècle, tels que les guerres mondiales, l'holocauste, l'expérience dictatoriale, sur lesquels repose en grande partie la *Geschichtspolitik* conduite dans les pays d'Europe, sans oublier l'Asie et l'Amérique dont la prise en compte serait un gain réel pour l'étude, des spécificités sont évidemment repérables, entre le passé colonial français, le rapport polonais à la Russie et à la slavité, le caractère irréductible de la dictature nazie en Allemagne etc.

Au regard d'une entreprise riche, stimulante, pour tout dire réussie, de comparaison géographique et culturelle, on s'autorisera à émettre deux souhaits, moins en forme de critique que de souci d'élargissement de l'enquête. Tout d'abord, on regrette de ne pas trouver d'images, de photos, de reproductions publiées au fil des contributions (à la seule et nécessaire exception de la contribution de M. Flacke sur les *Bildbenutzungen*) tant la culture visuelle imprègne et modèle la politique de l'histoire décrite par les auteurs. La seconde suggestion consiste à envisager l'enrichissement du propos en comparant les motifs, supports, thèmes de la *Geschichtspolitik* ici commentée non plus seulement sur un plan géographique, mais dans la profondeur historique puisqu'aussi bien les autres périodes que celle du temps présent livrent leur lot d'accroches à une politique de l'histoire, en considération même de la résistance, de la résilience en dépit de tout de l'idée de nation qu'Étienne François pointe à raison dans sa conclusion. Celle-ci ouvre d'ailleurs une autre question, tout aussi complexe et problématique que la précédente, celle de l'existence ou non d'une communauté européenne du souvenir. Tout laisse à penser que la réponse à cette question est liée à une interrogation autrement plus ardue, celle de savoir si tout simplement l'Europe a une histoire. Pour en juger, ne vaudrait-il pas mieux convoquer des historiens chinois, australiens, argentins, indiens ou marocains ? Affaire à suivre...

INDEX

Index chronologique : Neuere und Neueste Geschichte

Thèmes : Historiographie/Methodologie

AUTEUR

PIERRE MONNET

IFHA, Francfort-sur-le-Main et EHESS, Paris